

La culture politique de la Roumanie urbaine

Dragoman, Dragoş

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Dragoman, D. (2008). La culture politique de la Roumanie urbaine. *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 8(2), 323-336. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-55943-0>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

La culture politique de la Roumanie urbaine

DRAGOȘ DRAGOMAN

Par définition, la démocratie suppose le gouvernement du plus grand nombre. La démocratie moderne représentative réclame, outre la représentation parlementaire, le contrôle des élus. Du point de vue des théoriciens de la culture civique, il y aurait un cercle vertueux qui mettrait en rapport les représentés et les représentants. Ce seraient les pressions que les gouvernés mettent sur les gouvernants qui favoriseraient la performance des derniers, or la performance fournirait plus de satisfaction aux gouvernés. Autrement dit, la performance n'est pas seulement fonction de l'intérêt des dirigeants, mais aussi des compétences et des intérêts des gouvernés. Dans l'effort d'expliquer les performances du système politique roumain, il faut tenir compte du mécanisme défaillant de contrôle des dirigeants politiques. Ce mécanisme est pourtant peu probable sans une culture civique véritable, sans que les citoyens soient orientés vers le système politique, sans qu'ils le connaissent et sans qu'ils aient des sentiments envers lui.

Un grand fléau qui sévit en Europe postcommuniste est la faible performance de l'administration et des partis politiques, minés par la corruption et le déficit de savoir-faire. Les citoyens de ces anciens pays communistes sont mécontents de cette performance et ont très peu confiance dans les élus. Le rapport des élus et des électeurs devient vicieux là où le manque d'intérêt et l'apathie des citoyens se combine avec la corruption et le manque d'intérêt des élus pour les biens publics. De cette façon, la performance modeste des élus n'est pas contrecarrée par l'action civique des citoyens qui mettent le bien public au centre de leurs intérêts. Nous ne voulons pas discuter du premier élément du cercle, à voir le comportement et les valeurs des élites politiques, mais de la culture politique des citoyens. En fait, non pas de la culture politique de tous les citoyens, mais de la culture politique urbaine. La transition économique et politique semblent avoir produit une rupture entre des villes plus riches, dynamiques et libérales, et des villages généralement sous-développés, à l'écart des flux de la modernisation. C'est aux citoyens des villes qu'incomberait, dit-on, une plus grande compétence politique et le contrôle des élus. On attend que la culture politique urbaine soit plus proche d'une culture civique, vue comme ressource démocratique. Malgré quelques efforts de nuancer les faits, Daniel Barbu nous rappelle que,

«la tendance évidente de telles considérations et discussions est de séparer et d'opposer deux Roumanies extrêmes, idéales, sans lesquelles il serait impossible de surprendre les types sociaux intermédiaires. La première serait envisagée par la version postcommuniste de *l'homo œconomicus*, un citoyen en pleine maturité, de plus en plus européen et de plus en plus habitué à douter des hiérarchies, à faire des choix indépendants et responsables, à préférer les circonstances concurrentielles à celles réglementées par l'autorité de l'État. La deuxième serait peuplée par une paysannerie en train de vieillir, dépendante

du point de vue moral et économique de la volonté du gouvernement, qui manquerait d'initiative, à mentalité collectiviste, prisonnière d'un traditionalisme pétrifié, excentrique à la circulation des idées du XXI^e siècle et ignorant la discipline civique et les exigences normatives de l'Union européenne»¹.

Dans le but de présenter la culture politique urbaine en Roumanie nous utiliserons pour ce qui s'en suit les données d'un sondage mené en septembre 2005 par Gallup Roumanie à la demande de la Fondation pour une Société Ouverte². L'échantillon comprend 2195 personnes et il est représentatif pour la population majeure urbaine de la Roumanie, avec une erreur maximale de 2,1%³.

Culture politique et culture civique

Le rôle joué par la société civile dans le fonctionnement de la démocratie est un sujet largement débattu. Suite à l'étude classique de Gabriel Almond et Sidney Verba⁴, une série de recherches ont tenté d'approfondir le sujet. En accord avec Alexis de Tocqueville, celles-ci ont consolidé l'idée que la stabilité et la force de la démocratie libérale résident dans le sein d'une société civile forte, définie premièrement comme une aggrégation d'associations volontaires de citoyens libres, dont les partis politiques. Pour un temps on a considéré la participation politique liée à une étroite énumération d'activités spécifiques, comme le vote, les activités dans la campagne électorale, les activités organisées au bénéfice de la communauté ou le contact personnalisé des représentants politiques⁵. Ensuite on a constaté, avec Barnes et Kaase, que l'activisme politique dépasse le simple acte électoral et l'appartenance à un parti politique, et qu'il concerne aussi bien les mouvements de proteste⁶. En fait, de nos jours l'activisme politique semble avoir remplacé – en partie – le registre conventionnel, c'est-à-dire les activités ayant pour but l'influence des responsables politiques de la part des groupes de la société civile comme les syndicats, les associations civiques ou religieuses, par le registre des activités plus diffuses et de proteste, qui sont des activités contextuelles, ad-hoc, comme les nouveaux mouvements sociaux, les réseaux politiques trans-nationaux ou l'activisme internet⁷. Par conséquent, l'activisme politique représente la somme des ressources mises en jeu pour l'influence des décisions politiques, sans plus tenir compte du caractère «conventionnel» ou «protestataire» de l'activisme politique.

¹ Daniel BARBU, commentaire pour Katherine VERDERY, *The Vanishing Hectare. Property and Value in Postsocialist Transylvania*, Cornell University Press, Ithaca, 2003, *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. V, no. 3, 2005, p. 789 (notre trad.).

² Les données sont disponibles sur www.osf.ro (cons. le 16 décembre 2006).

³ Le calcul de l'erreur est fait par l'auteur.

⁴ Gabriel A. ALMOND, Sidney VERBA, *The Civic Culture*, Princeton University Press, Princeton, 1963.

⁵ Sidney VERBA, Norman N. NIE, Jae-on KIM, *The Modes of Democratic Participation: A Cross-National Analysis*, Sage, Beverly Hills, 1971.

⁶ Samuel BARNES, Max KAASE, *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*, Sage, Beverly Hills, 1979.

⁷ Pippa NORRIS, «Democratic Phoenix. Agencies, Repertoires, and Targets of Political Activism», ouvrage présenté à la conférence annuelle de l'American Political Science Association, Boston, 2002.

Dans la vision classique d'Almond et Verba, le «bon citoyen» est celui qui se tient pour responsable pour le sort de la communauté, au-delà de son propre sort, cet individu qui développe une disposition de participer au débat (à la solution, si possible) des problèmes communs. C'est sa compétence politique subjective qui le prédispose à l'action politique. Et la stratégie de coopération trahit, en fin de compte, le style des citoyens. Ceux des citoyens qui ont en commun la culture civique sont plus enclins à faire appel – en condition de stress politique – aux ressources que représentent les groupes informels, tels les voisins, les parents ou les amis. Ce sont toujours eux qui font appel à une série plus structurée de ressources politiques, à l'influence des groupes secondaires, représentés par les associations volontaires. Ces associations sont les meilleures médiatrices entre le citoyen et l'État, ce sont elles qui font l'individu sortir de son état pur de dépendant ou paroissial, d'individu isolé, dénoué de tout pouvoir, manipulé et mobilisé par les institutions de masse du politique. La culture civique est, donc, ce mélange spécial de connaissances sur le système politique et de sentiments envers celui-ci, qui dirige les citoyens vers la communication politique, la coopération sociale, au partisanat politique, la compétence et, finalement, l'action politique. Les citoyens sont de la sorte orientés, du point de vue des connaissances et des sentiments, vers le «input» politique (les demandes qu'ils formulent à l'égard du système), mais aussi vers le «output» politique (les attentes qu'ils manifestent pour la solution de leurs problèmes par l'intermédiaire des politiques publiques) et se font une idée de leur propre compétence politique. Celle-ci leur fournit la confiance dans la possibilité qu'ils ont d'influencer et de contrôler les élites politiques, finalement, la confiance dans la possibilité de la participation démocratique.

Comme les deux auteurs s'efforcent de mettre en évidence, une intensité accrue de l'action politique ne mène pas directement à l'instabilité du système politique. L'un des avantages du système démocratique est le fait que les citoyens capables de prendre part aux décisions seront, par le seul acte de la participation, plus satisfaits par les décisions et plus attachés au système que ceux qui ne le font pas. Du point de vue des participants, les systèmes démocratiques seront plus efficaces et plus légitimes. De la même façon, Robert Putnam établit une relation entre la responsabilité du gouvernement et sa capacité de répondre aux demandes («responsiveness»), les politiques publiques efficaces et l'activité politique des citoyens. La participation aux associations volontaires (une ressource politique en soi) arrive à ouvrir les cercles «heureux» qui mènent aux équilibres sociaux, caractérisés par de hauts degrés de coopération, confiance, réciprocité, engagement civique et bien-être collectif¹. Le contraire serait un sombre tableau, où la duperie, la méfiance, l'exploitation, l'isolement, le désordre et la stagnation s'intensifient de façon réciproque, dans l'atmosphère étouffante des cercles vicieux.

Marc Morjé Howard trouve que les recherches sur la démocratisation de l'Europe Centrale et de l'Est ont surestimé l'importance de la construction institutionnelle et du comportement des élites². À coup sûr, la démocratie a besoin d'élites favorables, mais aussi bien de citoyens dévoués. Ce que l'auteur observe est une faible participation civique pour toute la région. Même si la généralisation est

¹ Robert D. PUTNAM, *Cum funcționează democrația? Tradițiile civice ale Italiei moderne*, trad. roum. D. Istrățescu, Polirom, Iași, 2002, p. 199.

² Marc MORJÉ HOWARD, *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.

contestable et déjà contestée¹, il n'est que plus vrai que son niveau est bien en-dessous de la moyenne de l'Europe occidentale. S'il est vrai que la société civile joue un rôle important dans la qualité de la démocratie en Europe Centrale et Orientale, c'est toutefois possible que ce qui compte vraiment soit non pas la faiblesse numérique, mais la qualité de la société civile².

Comme on l'a vu plus haut, le «bon citoyen» est celui qui se tient pour responsable aussi bien pour le sort de la communauté, et non pas seulement de son propre sort individuel ou familial. Celui qui voit un intérêt et un devoir au-delà de son étroit espace privé. C'est l'orientation vers et l'activisme pour les biens publics qui exprimeraient le mieux l'esprit civique. L'étroite observation des relations que les Roumains ont avec les biens publics met aussitôt en doute leur caractère civique. Au-delà de l'intérêt privé, il n'y a pas de biens collectifs qui les intéressent vraiment. La décision et la gestion de ces biens incombent aux autorités publiques, en aucun cas aux citoyens. L'état déplorable des plus communs de ces biens – arrêts de bus, boîtes au lettres ou cabines téléphoniques, parcs et jardins, pour une brève énumération – n'est pas nécessairement fonction du niveau des dépenses publiques, mais aussi bien du sentiment de la propriété. En tant que communs, ces biens peuvent facilement être oubliés ou saccagés.

Le système politique est à son tour un bien commun. La politique signifie, comme le souligne Daniel Barbu, être intéressé par les biens communs, usant du sens de la justice et du respect de tes semblables. Mais la politique ne signifie en Roumanie, continue l'auteur, que passer son temps dans des discussions qui ne servent à rien. L'acte de gouverner n'a rien de politique, il n'est que simple gestion des problèmes courants³. On pourrait ainsi expliquer pourquoi le Parlement est investi avec si peu de confiance. Le Parlement et le système politique en soi semble être des biens tout à fait étrangers aux Roumains.

Les connaissances et les sentiments envers le système politique

L'orientation affective vers le «input», dans les termes d'Almond et Verba, trahit la disponibilité des citoyens de prêter attention et de s'impliquer de point de vue émotionnel dans les problèmes politiques. Une première mesure en serait le niveau de communication politique. Les Roumains ne discutent jamais de la politique (22,9%), ou ils ne le font que rarement (25,2%), à l'occasion des élections (6,9%), mensuellement et hebdomadairement (30,1%). Seule une maigre minorité en discute quotidiennement ou presque (7,5%). Ils ne demandent jamais l'avis des gens qu'ils connaissent ou le font très rarement (89,4%) et il est aussi rare que quelqu'un leurs demande l'avis dans des problèmes politiques (88,7%).

¹ Jan KUBIK, «How to Study Civil Society: The State of the Art and What to Do Next», *East European Politics and Societies*, vol. 19, no. 1, 2005, pp. 105-120.

² Nancy BERMEO, Philip NORD (éds.), *Civil Society before Democracy: Lessons from Nineteenth-Century Europe*, Rowman & Littlefield, Lanham, 2000.

³ Daniel BARBU, «Apologia lui Protagoras», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. V, no. 4, 2005, pp. 819-833.

Une autre mesure des sentiments des individus pour le «input» serait l'intensité du partisanat. L'attachement à un parti politique et le vote constant en faveur de celui-ci renforce l'orientation du citoyen vers le système. En Roumanie, les citoyens ne se tiennent pas, en général, pour des partisans (68,8%) et la plupart (46,9%) votent pour des partis différents, selon les circonstances. Même parmi ceux déclarés comme partisans, la majorité (51,7%) ne se sentent pas proches du parti qu'ils soutiennent. Ce type de partisanat peu intense est accompagné pourtant par une valorisation du vote, la plupart (77,3%) estimant que le vote est important, et il exprime le flux affectif de la communauté vers le corps politique.

Vu le niveau assez bas des sentiments pour l'«input», il n'est pas difficile à expliquer le niveau perçu de cet «input». Celui-ci est en relation avec la conscience du politique, la fréquence avec laquelle les citoyens suivent les sujets politiques dans les médias, leur habileté à nommer des politiques et des ministères, ou d'identifier les traits fondamentaux du système politique. Dans le but de déterminer le niveau de l'«input» nous comptons, premièrement, la disponibilité des citoyens à suivre les sujets politiques dans les médias (v. les Annexes, Tableau 1).

La vie politique, en général, intéresse aussi peu les Roumains qu'ils se présentent à suivre les événements politiques. La vie politique de la ville qu'ils habitent intéresse 21,8 % des répondants et la vie politique nationale 25,6%. Le modèle de connaissance politique est accompli par l'habileté de reconnaître les traits fondamentaux du système politique. Dans ce but, les répondants ont été priés de déterminer le caractère vrai ou faux de quelques propositions qui décrivent des traits du système (v. les Annexes, Tableau 2).

Les réponses sont révélatrices pour les connaissances que les citoyens ont sur le système politique. Si la modification de la durée du mandat présidentiel est, en fait, récente – quoique par la volonté populaire, par le référendum de 2003 qui approuvait les amendements apportés à la Constitution – le vote n'a jamais été obligatoire après 1989. Quant à la confusion concernant la fonction législative du gouvernement, elle ne réclame aucun commentaire supplémentaire. Quand il y a du doute (limité) concernant le statut du pays avant l'adhésion de 2007 à l'Union européenne, quand les grands traits du système politiques sont ignorés, il est facile à expliquer l'inhabileté des citoyens de nommer un député ou sénateur de leur département. Presque la moitié des répondants (46,2%) ne connaissent aucun député ou sénateur, quelques uns savent leurs noms mais ne les ont jamais rencontrés (28,3%) et seulement 10% connaissent leurs noms et les ont déjà rencontrés.

La compétence politique des citoyens

Les caractéristiques individuelles prédisposent les citoyens à l'action politique par le biais de leur compétence politique subjective. Face à une mesure qui les concerne et qu'ils tiennent pour injuste, les citoyens ont une tendance variable vers l'action politique de réponse. La compétence subjective est mesurée justement par leur penchant de prendre part à des actions qui s'échelonnent, conformément au modèle de Barnes et Kaase, d'une simple signature d'une pétition et jusqu'à la grève de la faim. Sur la base de leur propension pour six types d'action politique, nous construisons un indicateur de compétence politique sur une échelle à six unités. Les réponses aux six questions forment une seule dimension consistante (Crombach's Alpha = 0,94) (v. les Annexes, Tableau 3).

Il est vrai, ces actions de proteste sont différentes de l'activisme politique «conventionnel», comme les activités aux sein des associations professionnelles, sportives, religieuses, civiques, pour la protection des droits de l'homme ou de l'environnement, les syndicats et les partis politiques. L'analyse factorielle met en évidence une distribution des actions politiques en trois dimensions: une exprime le potentiel de proteste, une autre la participation aux activités des groupes plutôt politisés – les syndicats et les partis politiques – et la dernière la participation aux activités des groupes plutôt non-politiques, comme les associations sportives, religieuses ou professionnelles. La distinction entre les groupes selon leur caractère politique est à prendre en compte. C'est possible que le public considère les syndicats moins comme un groupe autonome de la société civile, que comme un véhicule politique pour leur dirigeants et en faveur d'un parti politique ou d'un autre. Il faut rappeler qu'en Roumanie il y a eu un Premier-ministre ancien dirigeant syndical et que de hauts responsables des confédérations syndicales roumaines ont gagnés des mandats parlementaires sur les listes des partis politiques! (v. les Annexes, Tableau 4)

Tout comme Almond et Verba l'avaient découvert, le penchant vers l'action politique est lié à l'expérience antérieure, ceux qui ont déjà eu recours à de telles mesures étant plus enclins à les employer. Dans notre cas il y a une corrélation positive et significative entre la prédisposition actuelle et la pratique du passé ($r = 0,266$, $p < 0,01$, $n = 2195$). Ces citoyens «compétents» sont plus actifs du point de vue politique. Il est vrai que cette compétence est liée à l'éducation ($r = 0,064$, $p < 0,05$, $n = 1636$), mais elle est davantage liée au flux de la communication politique. Les plus compétents des citoyens suivent plus fréquemment les événements politiques ($r = 0,132$, $p < 0,01$, $n = 2156$) et discutent plus de la politique, demandant et donnant des avis politiques aux proches ($r = 0,176$, $p < 0,01$, $n = 2169$). En fait, ils se tiennent eux-mêmes plus informés sur la politique que la majorité des citoyens ($r = 0,154$, $p < 0,001$, $n = 2195$).

La découverte essentielle des deux auteurs classiques est la relation entre l'activisme politique et la stabilité politique. Huntington considère que la stabilité politique est devenue au XX^e siècle plus importante que le développement économique et une condition même du développement¹. Même si de nos jours les coups d'État, les révoltes politiques ou les révolutions sont bien plus rares, la crainte de l'instabilité a favorisé pour des décennies la répression et la dictature dans les pays en voie de développement². Il n'est pas nécessaire, pourtant, que la stabilité soit accompagnée par l'inactivité politique, des niveaux élevés d'activisme pouvant être accompagnés par une grande satisfaction pour l'«output» gouvernemental, mais aussi par un attachement diffus pour le système politique, en général. La compétence subjective semble réduire le sentiment d'impuissance politique et stimuler l'attachement pour le système. Les plus compétents croient plus que les autres dans l'utilité du vote qu'ils expriment ($r = 0,103$, $p < 0,01$, $n = 2108$). Ils pensent que les gens comme eux-mêmes peuvent influencer des décisions importantes pour la localité qu'ils habitent ($r = 0,122$, $p < 0,01$, $n = 2104$) ou pour le pays tout entier ($r = 0,122$, $p < 0,01$, $n = 2096$). Même s'ils ne trouvent pas la politique moins compliquée que les autres citoyens, les compétents mettent moins d'effort

¹Samuel P. HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven, 1968.

²Le dernier coup d'État réussi que je connais a eu lieu le 19 septembre 2006 en Thaïlande.

dans le choix électoral ($r = 0,096$, $p < 0,001$, $n = 2066$) et ont un partisanat plus intense, se tenant davantage pour des partisans d'un parti ou d'un autre ($r = 0,104$, $p < 0,001$, $n = 2195$).

Pour estimer l'attachement au système démocratique nous utilisons une mesure du rejet des alternatives non-démocratiques. De cette façon nous évitons les malentendus des définitions idéalistes de la démocratie et nous mesurons le soutien d'un régime politique effectif, au lieu du soutien pour des idéaux abstraits. La définition idéaliste de la démocratie comme meilleur régime est malheureusement la plus employée, comme le constatent Mishler et Rose, après avoir passé en revue la littérature sur la démocratisation¹ (v. les Annexes, Tableau 5).

Les réponses aux questions forment une seule dimension et leur corrélation est assez forte. L'addition des quatre questions forme une échelle consistante à cinq unités (Crombach's Alpha = 0,66) qui exprime le soutien de la démocratie par le rejet des alternatives présentées. De nouveau, les plus compétents soutiennent davantage le régime démocratique, même si la tendance n'est pas très marquée ($r = 0,093$, $p < 0,001$, $n = 2195$). La relation est valide même dans une situation de contrôle avec des variables socio-démographiques, comme l'éducation, le sexe et l'âge. Cette découverte est en accord avec les conclusions des classiques Almond et Verba, que les systèmes démocratiques sont – même en condition de contrôle des autres variables – plus efficaces et légitimes pour les citoyens participants. Lorsqu'ils sont priés d'évaluer les caractéristiques du régime, les «compétents» considèrent plus fréquemment que les élections font que le gouvernement soit plus sensible aux opinions des citoyens ($r = 0,169$, $p < 0,001$, $n = 2195$), que les députés soutiennent les intérêts des gens qui les ont votés ($r = 0,122$, $p < 0,001$, $n = 2195$), que les citoyens qui votent en Roumanie ont vraiment qui choisir ($r = 0,152$, $p < 0,001$, $n = 2195$) et qu'il vaut mieux avoir des dirigeants élus par le peuple ($r = 0,148$, $p < 0,001$, $n = 2195$). Il faut se garder à tenir les plus compétents pour des naïfs. Par contre, ils sont plus disposés à avouer que la moralité des politiques est assez basse ($r = 0,147$, $p < 0,001$, $n = 2195$) et que leurs salaires sont trop grands ($r = 0,099$, $p < 0,001$, $n = 2195$).

Compétence politique et interaction sociale

Les attitudes politiques sont, à coup sûr, en étroite liaison avec celles sociales et leur approche séparée est plutôt conventionnelle. Les gens expriment une longue série de valeurs et ont de nombreuses et diverses attitudes par rapport à d'autres problèmes. Ils agissent au cadre des groupes sociaux et par ceci ils arrivent à consolider ou à transformer leur vision sur le monde. On le sait bien, les attitudes non-politiques sont en fait liées à celles politiques. Le problème des rapports entre le deux types d'attitudes n'est pas récent, mais il a été remis en question par la recherche sur le capital social. Robert Putnam, un des défenseurs de l'école du capital social, a audacieusement énoncé la déjà célèbre dépendance historique entre la sociabilité et la performance institutionnelle². Le développement

¹ William MISHLER, Richard ROSE, «Political Support for Incomplete Democracies: Realist vs. Idealist Theories and Measures», *International Political Science Review*, vol. 22, no. 4, 2001, pp. 303-320.

² Robert D. PUTNAM, *Cum funcționează democrația? ...cit.*, p. 198.

socio-économique contemporain des régions italiennes serait lié au niveau de civisme dans les mêmes régions, dans une perspective où le contexte social et l'histoire conditionnent fortement l'efficacité des institutions.

Mais l'interaction sociale est aussi une ressource politique. La sociabilité peut-être mise en relation, selon Almond et Verba, avec la tendance à former des groupes pour l'influence politique. Les groupes secondaires, volontaires, sont des liaisons entre le citoyen et l'État. Ces groupes lui offrent une série plus structurée de ressources politiques. La simple participation dans une association fait naître le sentiment d'un engagement politique plus important.

En Roumanie et dans toute la région, par ailleurs, la participation dans les organisations secondaires est en moyenne plus réduite que celle de l'Europe occidentale¹. Ce n'est qu'à cause de la composition exclusivement urbaine de l'échantillon de travail que la participation semble plus élevée. De cette façon, un quart des répondants affirment faire partie d'une organisation ou d'une autre, syndicats, associations religieuses, professionnelles, sportives ou chœurs religieux, organisations civiques et pour la défense des Droits de l'Homme, pour la préservation de l'environnement ou partis politiques. La participation dans les organisations secondaires forme, comme nous avons vu plus haut, une dimension spécifique de l'activisme. Et les effets de la participation volontaire sont visibles. Ceux qui participent s'inscrivent dans les plus hautes classes de compétence politique ($r = 0,153$, $p < 0,001$, $n = 2195$). Et l'influence de la participation volontaire sur la compétence politique subjective reste significative même en condition de contrôle par le niveau d'éducation.

Un autre trait de la sociabilité est la confiance. Elle représente une ressource essentielle dans la tendance de former des groupes en vue de l'influence politique, mais son importance ne s'arrête pas là². Outre le sentiment de cordialité qu'elle produit, la confiance est un signe de sécurité par rapport à l'environnement social, une ressource pour la coopération avec d'autres citoyens. Le comportement coopérant est lié à l'attente des citoyens que les autres soient dignes de confiance, exempts d'égoïsme et coopérants, à leur tour. Selon Almond et Verba, la confiance sociale est aussi une ressource politique. La confiance sociale se traduit en confiance politique, au moins dans les sociétés américaine et britannique. Leur rapport se manifeste plutôt de manière diffuse, comme orientation affective envers le système, un sentiment fort d'attachement à la nation qui est un réservoir de soutien en temps de crise.

De l'autre côté, la confiance politique est vue surtout comme confiance institutionnelle, or la dernière est liée souvent à la confiance dans les détenteurs de ces fonctions. La baisse de confiance dans les politiques est un phénomène bien mis en évidence par les recherches occidentales, comme étant spécifique aux sociétés démocratiques et industrielles en général³. La baisse de confiance dans certains politiques semble avoir touché celle dans les institutions politiques. Et la première institution est justement le parti politique, la mesure la plus directe utilisée pour la confiance étant notamment l'identification partisane. Les données des études électorales

¹ Gabriel BĂDESCU, Paul E. SUM, Eric M. USLANER, «Civil Society and Democratic Values in Romania and Moldova», *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 2, 2004, pp. 316-341.

² Francis FUKUYAMA, *Trust: The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, Free Press, New York, 1995.

³ Michel CROZIER, Samuel P. HUNTINGTON, Joji WATANUKI, *The Crisis of Democracy*, New York University Press, New York, 1975. Ola LISTHAUG, «The Dynamics of Trust in Politicians», in Hans-Dieter KLINGEMANN, Dieter FUCHS (éds.), *Citizens and the State*, Oxford University Press, Oxford, 1995.

indiquent une chute de l'identification partisane dans de nombreux pays¹. Il est vrai qu'il y a d'autres institutions touchées par la baisse de confiance. Ce qui compte pour cette baisse est, de ce qu'il paraît, moins la performance objective des institutions, que le changement des valeurs dans la période post-industrielle. Cette période est caractérisée par l'accent mis sur l'érosion de l'autorité, l'expression de la spécificité individuelle et les nouvelles formes de participation démocratique². Si le déficit de confiance dans les politiques peut être vu comme une preuve de vitalité de la démocratie, lorsqu'il a des répercussions sur le système politique la légitimité du dernier est en danger. Mais la confiance dans le fonctionnement et l'idéal démocratiques ne semble pas avoir fléchi au fil du temps, trouve Dalton. De la même façon, la réforme graduelle de la société occidentale n'a jamais été abandonnée en faveur de l'action révolutionnaire³. Malgré l'érosion de la confiance dans les détenteurs des fonctions publiques et même dans les institutions de la démocratie représentative, le phénomène ne paraît pas avoir touché le soutien pour le système politique et les valeurs démocratiques.

Même si la relation entre la confiance sociale et celle institutionnelle a été longuement contestée, elle a été néanmoins mise en évidence dans de nombreuses situations. Les causes de la confiance sont de trois types. Elles sont soit socio-psychologiques, avec un accent mis sur les expériences premières dans la constitution de la personnalité – expériences qui ont des effets de longue durée et arrivent à modifier le comportement futur. Soit elles sont culturelles, avec un accent mis – tout comme l'école du capital social le fait – sur les expériences de la socialisation et de la coopération volontaire dans les organisations secondaires – des situations qui encouragent le contact entre des individus nettement différents du point de vue social. Finalement, elles peuvent être rationnelles, fondées sur l'estimation par les citoyens de la performance politique, citoyens qui agissent en conséquence – faisant ou pas confiance – dans les institutions politiques. Quant au rapport positif entre la confiance sociale et celle institutionnelle, il semble plus facilement mesurable au niveau du pays qu'au niveau individuel⁴. Par contre, des mesures au niveau individuel ont mis en évidence des rapports négatifs, tel le cas de la Corée du Sud. Cette liaison négative semble en plus passer par l'estimation que les citoyens font de la performance institutionnelle, notamment de la corruption⁵. La conclusion de Newton et Norris est semblable, ce qui compte dans la confiance institutionnelle est la performance même des institutions politiques.

La confiance dans les politiques n'est pas trop élevée dans la Roumanie urbaine. Seul un sixième des répondants présentent une confiance élevée et très élevée.

¹ Ola LISTHAUG, S.E. MACDONALD, G. RABINOWITZ, «Ideology and Party Support in Comparative Perspective», *European Journal of Political Research*, vol. 25, 1994, pp. 111-149.

² Ronald INGLEHART, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

³ Russel J. DALTON, «Political Support in Advanced Industrial Democracies», in Pippa NORRIS (éd.), *Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance*, Oxford University Press, Oxford, 1999.

⁴ Kenneth NEWTON, Pippa NORRIS, «Confidence in Public Institutions. Faith, Culture or Performance», in Susan J. PHARR, Robert D. PUTNAM (éds.), *Dissaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries*, Princeton University Press, Princeton, 2000.

⁵ Ji-Young KIM, «Bowling Together Isn't a Cure-All: The Relationship between Social Capital and Political Trust in South Korea», ouvrage présenté à la conférence annuelle de l'European Consortium for Political Research, Uppsala, Suède, avril 2004.

Tout comme la théorie le prédisait, il y a une corrélation (même si elle est très faible) entre le partisanat et la confiance dans les politiques ($r = 0,078$, $p < 0,001$, $n = 1871$). Plus la confiance dans les politiques baisse, plus la confiance dans les institutions qu'ils occupent baisse. On voit clairement le niveau assez bas de confiance dans les partis politiques, mais aussi dans le maire de la ville, les conseillers municipaux, les fonctionnaires de la mairie, les juges ou les policiers lorsqu'on la compare avec la confiance dans d'autres catégories professionnelles (v. les Annexes, Tableau 6).

On peut maintenir la distinction entre les catégories professionnelles et discuter séparément des fonctions d'autorité. Les confiances spécifiques dans le maire, les conseillers, les fonctionnaires de la mairie, les juges et les policiers forment une seule dimension (mesurée par analyse factorielle). La confiance dans ces détenteurs des fonctions publiques est mesurée sur une échelle consistante à cinq unités (Crombach's Alpha = 0,82). Si la participation dans des associations volontaires est faiblement liée à un niveau plus élevé de confiance dans les détenteurs des fonctions respectives ($r = 0,089$, $p < 0,001$, $n = 2195$), la compétence politique subjective n'y est nullement liée. Ce qui compte vraiment pour la méfiance dans les détenteurs des fonctions publiques est le manque de confiance dans les politiques ($r = 0,565$, $p < 0,001$, $n = 1871$).

Mais la méfiance touche de façon différente les diverses catégories professionnelles. Elle est nettement plus élevée au cas des juges, des fonctionnaires de la mairie ou des politiques locaux qu'au cas des médecins, des professeurs ou des journalistes. Lorsqu'on mesure par analyse factorielle les dimensions de la confiance dans toutes les catégories prises ensemble, nous voyons deux dimensions nettes: la confiance dans les médecins, professeurs, journalistes, policiers et juges d'un côté, celle dans les politiques, gens d'affaires, conseillers, maire et fonctionnaires de la mairie de l'autre côté. Ce qui caractérise la deuxième dimension est justement son caractère politique. Si les connexions entre les deux types d'activités – les affaires et la politique – sont des ressources autant pour les politiques que pour les nouveaux capitalistes, il est surprenant de voir les fonctionnaires de la mairie séparément des autres fonctions publiques et les juges tomber dans la catégorie bien moins politisée, à côté des médecins et des professeurs (v. les Annexes, Tableau 7).

Conclusions

La culture politique des citoyens de la Roumanie urbaine est moins civique qu'on s'attend habituellement, vu le mépris très répandu pour la vie rurale, qui est encore tenue pour un obstacle devant la modernisation du pays. Les habitants des villes roumaines sont relativement peu orientés de point de vue cognitif et affectif vers le système politique. Ils suivent peu les événements politiques, ils en discutent encore moins et sont des partisans peu intenses. À vrai dire, la politique leur importe peu. Leurs connaissances politiques sont en plein accord avec leur intérêt. Bien des gens continuent de croire que c'est le gouvernement qui approuve les lois et que le vote en Roumanie est obligatoire. Presque la moitié ne connaissent pas le nom d'un député ou sénateur élu dans leur département.

La compétence politique subjective des citoyens urbains – c'est-à-dire la disponibilité d'agir politiquement contre une mesure administrative tenue pour injuste – ne peut être trop grande. Car elle dépend non seulement de l'éducation, mais de

la connexion au flux de la communication politique. La compétence politique suppose la mobilisation de ressources pour l'action politique. Une telle ressource est la participation dans des associations volontaires. Comme nous avons vu dans d'autres recherches, la participation dans des organisations secondaires est réduite en Roumanie¹, mais elle pourrait avoir des effets sur la compétence politique.

La compétence politique joue un rôle fondamental dans le fonctionnement de la démocratie dans les pays en transition². Au lieu de déséquilibrer le système politique, l'activisme politique le stabilise. Même si la puissance des relations n'est pas très grande, on voit comment les plus compétents se sentent moins impuissants, sont plus persuadés de l'importance du vote et rejettent plus fortement les alternatives politiques au système démocratique. Sans être pour autant des naïfs, les compétents croient davantage que les députés soutiennent les intérêts des électeurs et que les élections font le gouvernement prêter plus d'attention aux opinions des gens. Finalement, ils croient davantage dans le pouvoir qu'ont les simples citoyens à contrôler les élus. C'est à eux de mettre en fonction le cercle vertueux du contrôle des élus et de la responsabilité des politiques. Plus responsable envers sa base électorale, le système politique roumain sera plus légitime aussi. La performance politique, en retour, fera les citoyens plus satisfaits et disposés à défendre les valeurs démocratiques.

En dépit du niveau réduit, la compétence politique est une ressource pour le contrôle des élus et le fonctionnement du système démocratique. Mais la communauté politique ne peut être rebâtie – après l'aliénation communiste – que par une revalorisation de l'espace public. L'opposition privé-public en Roumanie n'a pas laissé de chance au deuxième terme. Les Roumains semblent être devenus après 1989 plutôt des propriétaires que des citoyens. La politique est le bien public le plus cher, le lieu où les individus deviennent citoyens, là où ils se rassemblent pour décider du sort collectif, au-delà de celui strictement privé. Sans une renaissance de l'intérêt pour les biens communs – sans un attachement pour le système politique – il ne peut y avoir une culture civique. Or, sans une culture civique solide, les compétents d'aujourd'hui ne seront que les niais de demain, dans une société exempte de justice et de solidarité.

¹ Dragoş DRAGOMAN, «Capital social et tolérance ethnique. Coopération, confiance et préjugés ethniques en Roumanie», *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. V, no. 3, 2005, pp. 733-751.

² Matthias FREISE, «Post-socialist Civil Societies and their Impact on the Quality of Democracy in the Visegrad Countries», ouvrage présenté à la conférence annuelle de l'European Consortium for Political Research, Granada, 2005.

ANNEXES

Tableau 1

La fréquence avec laquelle les sujets suivent les événements politiques dans les médias, en pourcents

	Tous les jours / presque tous les jours	Quelques fois par semaine	Quelques fois par mois	Quelques fois par an	À l'occasion des élections	Moins fréquemment	Jamais	NS NR
Émissions politiques et journaux télévisés	35,6	22,9	10,0	2,8	4,3	13,4	10,0	1,0
Commentaires et journaux radiodiffusés	15,4	17,9	12,2	4,3	4,1	17,5	27,4	1,0
Informations et commentaires politiques dans les journaux/ magazines	12,2	19,1	14,5	4,5	3,9	18,1	26,5	1,2

Tableau 2

L'identification des caractéristiques spécifiques du système politique, en pourcents

De ce que vous savez, les affirmations suivantes concernant la Roumanie sont vraies ou fausses?	Vrai	Faux	NS	NR
Le vote est obligatoire	36,2	58,1	5,2	0,4
La Roumanie est membre de l'Union européenne	9,7	83,6	6,3	0,4
Le mandat du Président est de 5 ans	71,4	17,2	10,6	0,7
C'est le gouvernement qui approuve les lois	44,7	39,8	14,7	0,8

Tableau 3

La tendance des citoyens à prendre part à des actions politiques, en pourcents

S'il arrivait un événement qui touche à vos intérêts, vous prendriez part ou non aux suivantes actions de proteste?	Oui	Non	NS	NR
Signer une pétition	52,6	42,6	3,7	1,0
Participer à des démonstrations/des grèves légales	43,2	51,3	4,2	1,2
Participer à des démonstrations/des grèves illégales	7,8	86,8	4,1	1,3
Occuper des immeubles/des fabriques	5,4	89,8	3,3	1,4
Bloquer les rues	8,0	86,9	3,7	1,4
La grève de la faim	6,8	87,5	4,3	1,4

Tableau 4
Les dimensions de la participation politique

	1	2	3
S'il arrivait un événement qui touche à vos intérêts, vous prendriez part ou non aux actions de proteste suivantes? ... Signer une pétition	0,844	0,002	-0,134
Participer à des démonstrations/des grèves légales	0,857	0,004	-0,112
Participer à des démonstrations/des grèves illégales	0,915	-0,01	0,002
Occuper des immeubles/des fabriques	0,927	-0,01	0,04
Bloquer les rues	0,921	-0,01	0,04
La grève de la faim	0,883	-0,01	0,01
Vous êtes ou vous avez été membre d'une des organisations? Quelles organisations ...Associations religieuses	-0,004	0,457	-0,116
Associations professionnelles	0,009	0,397	0,388
Associations sportives	-0,01	0,450	0,05
Associations écologiques	-0,03	0,711	0,07
Choeurs religieux	0,03	0,490	0,153
Associations civiques	-0,02	0,707	0,05
Partis politiques	0,01	0,144	0,697
Syndicats	-0,09	-0,03	0,763
% σ^2	34,2	14,4	7,9

Analyse factorielle (Principal Component Analysis); méthode de rotation: Varimax avec normalisation Kaiser; KMO = 0,861; N = 2195.

Tableau 5
L'évaluation des régimes politiques, en pourcents

Vous pensez qu'il serait très bien, bien, mauvais ou très mauvais si la Roumanie était dirigée seulement par:						
	Très bien	Bien	Mauvais	Très mauvais	NS	NR
Un dirigeant fort qui ne perd pas du temps avec le Parlement et les élections	18,3	29,2	20,7	12,3	17,9	1,5
Des experts/professionnels qui ne sont pas membres de parti	22,2	41,7	11,6	4,4	18,2	1,9
Les dirigeants de l'armée	4,5	13,8	37,7	24,1	18,3	1,8
Les dirigeants de l'Église	4,2	13,2	37,1	24,1	19,5	1,9

Tableau 6
La confiance dans différentes catégories professionnelles, en pourcents

	Très grande	Grande	Réduite	Très réduite	Pas du tout	NS/NR
Médecins	19,6	53,1	15,4	3,8	4,6	3,5
Professeurs	10,7	49,6	19,3	3,4	3,2	13,8
Maire	10,6	35,9	30,9	8,3	9,5	4,8
Journalistes	6,2	36,2	28,2	7,9	8,0	13,6
Policiers	4,0	32,3	33,2	12,3	12,8	5,4
Conseillers	3,2	22,8	37,3	11,6	14,3	10,8
Politiques	3,1	13,5	30,7	15,5	23,5	14,7
Juges	3,0	25,2	29,0	12,3	13,7	16,9
Fonctionnaires de la mairie	2,8	24,5	37,2	11,3	14,2	10,0
Gens d'affaires	2,5	18,7	31,6	12,5	17,7	17,1

Tableau 7
Les dimensions de la confiance dans différentes catégories professionnelles

	1	2
Conseillers	0,848	0,006
Fonctionnaires de la mairie	0,840	0,006
Maire	0,727	0,142
Politiques	0,575	0,254
Gens d'affaires	0,461	0,298
Journalistes	0,007	0,664
Professeurs	0,003	0,629
Juges	0,158	0,626
Médecins	0,200	0,551
Policiers	0,407	0,516
% σ^2	34,146	12,998

Analyse factorielle (Principal Component Analysis); méthode de rotation: Varimax avec normalisation Kaiser; KMO = 0,794; N = 2195.